

## **Texte de Nathalie ARTHAUD (LUTTE OUVRIÈRE) pour la Revue de l'Énergie**

La question de l'énergie résume et illustre la plupart des maux qui gangrènent la société : inégalités dans l'accès à l'énergie ; propriété privée des moyens de production et de distribution de l'énergie ; mélange de monopoles et de concurrence qui ne profite jamais aux ménages mais qui permettent de dégager des profits annuels éhontés pour les actionnaires ; menaces de plus en plus lourdes sur les ressources et l'environnement.

L'accès de chacun à l'énergie est aussi vital que l'accès à l'air, à l'eau potable ou à des réseaux de communication. L'accès gratuit à l'énergie devrait être un droit élémentaire. Pourtant, selon l'Ademe, en France l'un des pays les plus riches de l'Union européenne (UE), 5 millions de ménages étaient en 2018 dans la précarité énergétique, obligés de consacrer plus de 15 % de leurs revenus à l'énergie. Ces personnes doivent constamment choisir entre se chauffer ou se nourrir correctement et sont contraintes de réduire au minimum leurs déplacements. Elles subissent à la fois la grande faiblesse de leur pouvoir d'achat et la cherté du prix de l'énergie.

En Europe, la production et la distribution de l'énergie sont pour l'essentiel entre les mains d'une poignée de grands groupes privés, Total, Shell, E.On, RWE, ENGIE, Enel, British Gas ou encore EDF qui fonctionne comme une entreprise privée malgré la forte participation de l'État. Ces groupes ont comme vocation principale d'assurer des dividendes à leurs actionnaires – ce qu'ils réalisent à merveille – pas de fournir de l'énergie au plus bas coût tout en minimisant l'impact sur l'environnement.

Ces groupes se sont pourtant développés sous l'égide de leurs États nationaux, avec de l'argent et des investissements publics, avant d'être privatisés à partir des années 1980, quand la crise générale de l'économie a conduit les capitalistes à se tourner vers la spéculation financière. Le secteur énergétique, en particulier celui du gaz et de l'électricité dérégulé à marche forcée et totalement artificiellement, est devenu un « marché de l'énergie » particulièrement spéculatif.

Si l'UE, avec ses directives et ses lois exigeant une « concurrence libre et non faussée », a été l'instrument de la privatisation et de la dérégulation, les divers gouvernements nationaux ont transposé dans leur législation et mis en oeuvre sans réserve cette politique. C'est pourquoi, pour notre part, nous renvoyons dos à dos les politiciens qui tentent de convaincre les classes populaires que toutes les solutions passent par un renforcement de l'UE et ceux qui rabâchent, à l'inverse, que tous nos malheurs viennent de l'UE.

L'UE a été bâtie pour répondre au fractionnement du continent européen en une multitude de marchés nationaux trop étroits pour les capitalistes européens. L'UE vit d'ailleurs le jour dans le secteur énergétique, avec la Communauté économique du charbon et de l'acier dont les ressources et les infrastructures étaient morcelées entre la France et l'Allemagne. Cela illustre l'impossibilité à vouloir gérer la production d'énergie en respectant des frontières nationales. Mais la constitution d'une zone de libre échange européenne n'a jamais fait disparaître la rivalité entre les principaux États européens, chacun continuant à défendre les intérêts particuliers de ses propres capitalistes. L'Europe est un terrain d'affrontement entre quelques grands groupes du secteur énergétique.

Le réchauffement climatique et la pollution de l'air sont devenus si menaçants que les gouvernements ne peuvent plus les ignorer. Ils multiplient les grand-messes internationales du type de la COP. Mais la jeunesse qui manifeste un peu partout dans le monde a bien compris que tout cela était du vent, tandis que la démission de Nicolas Hulot cet été, dénonçant le poids des lobbys, a montré que les vrais maîtres sont les capitalistes de l'énergie, des transports et de l'industrie.

Les gouvernements, à l'échelle des États ou à l'échelle de l'UE peuvent certes légiférer, imposer des taxes et des normes, encourager telle ou telle technologie par le biais de subventions ou de crédit d'impôts, créer un marché du carbone. Mais aucun gouvernement ne veut léser ou exercer la moindre coercition sur les capitalistes du secteur. En conséquence, toutes ces mesures se traduiront inéluctablement par des hausses de prix pour les consommateurs. D'un côté, elles plongeront plus de ménages dans la pauvreté énergétique et de l'autre elles feront le bonheur des actionnaires, sans enrayer sérieusement la catastrophe écologique.

Aucun des problèmes de la société, depuis les menaces sur l'environnement et le climat jusqu'aux besoins élémentaires de se loger, de se soigner correctement, ne pourra être résolu sans renverser le pouvoir politique du grand capital sans exproprier les grands groupes capitalistes et les banques pour les soumettre au contrôle de la collectivité. Cette économie de marché transformée en économie de casino est nuisible non seulement pour la planète et l'environnement mais pour l'humanité dans une multitude de domaines.

Tous les choix en matière de production, de distribution et de consommation d'énergie doivent être faits en toute conscience, de façon réfléchie et discutés démocratiquement par la collectivité et pas sous la pression de groupes industriels et financiers mus par leurs seuls espoirs de profits.

Dans le domaine énergétique comme dans les autres, la seule perspective raisonnable est un plan d'ensemble réfléchi, concerté et basé sur l'intérêt général pour décider des modes d'énergie à utiliser, à favoriser ou pas, et des gisements à exploiter, et dans quelles conditions. Il faut produire l'énergie de façon rationnelle, à l'échelle minimale du continent européen, en tenant compte d'une multitude de contraintes : la qui font fonctionner au quotidien les entreprises et l'économie, prennent directement le pouvoir en enlevant tous les leviers de commandes des mains des capitalistes et des banquiers. Il faut bâtir de véritables États-Unis socialistes d'Europe qui prendront place dans une fédération mondiale des peuples.

C'est le combat de mon courant, celui du communisme révolutionnaire, dont je porte les idées et le programme à l'occasion de ces élections européennes.

Nathalie Arthaud

